

Connaissez-vous le Dolder Club ?



[Source : economiedistributive.fr via Geopolintel]

Le « DOLDER Club »

par B. BLAVETTE

Le Dolder Grand est un hôtel cinq étoiles situé dans la forêt, sur les hauteurs entourant la ville de Zurich. Avec ses tours, ses tourelles, ses colombages, le bâtiment semble sorti d'un film d'aventures ou d'espionnage.

C'est en ce lieu, à la fois ultra luxueux et discret, qu'en 1970 une trentaine de hauts dirigeants de l'industrie pharmaceutique mondiale choisissent de se réunir pour la première fois. Depuis cette date, la rencontre se déroule une ou deux fois par an dans divers pays du monde et a adopté en toute modestie le terme de « Dolder Club » qui dans divers patois allemands et en alsacien désigne « la cime la plus haute, qui domine toutes les autres ».

C'est tout à fait par hasard que j'ai appris, il y a quelques semaines, l'existence du Dolder Club par l'intermédiaire d'un site faisant la promotion de la santé naturelle par les plantes. ([1] Il s'agit de « La lettre directe santé ». Attention, la fiabilité générale de ce site me semble par ailleurs incertaine du fait de ses attaques sans nuance à l'encontre de la médecine allopathique.) Car, plus encore que le « Groupe de Bidelberg », cette réunion est ultra confidentielle. Le Dolder Club ne possède pas de site internet, nulle mention n'en est faite sur le site de la Fédération Internationale des Fabricants Pharmaceutiques (IFPMA pour International Federation of Pharmaceutical Manufacturers) qui en est pourtant l'organisatrice, nulle mention non plus dans les agendas des divers participants.

La dernière réunion du Dolder Club s'est tenue à Paris les 7-8-9 juillet 2018. Mais cette fois l'anonymat intégral avait été brisé par une dépêche de l'AFP, reprise par différents organes de presse (La Croix, Le Point, Le Monde...), qui relate succinctement la rencontre et précise que le groupe a été reçu le 9 juillet au soir par Emmanuel Macron bien que ne figurant pas sur l'agenda officiel du Président. Le site internet de l'Elysée ne comporte pas non plus de compte rendu de ces discussions. L'AFP a pu se procurer la liste

des participants au Dolder Clu : sans surprise on rencontre Jaquin Duato, le dirigeant de Johnson and Johnson, N°1 mondial (USA), Kenneth Frazier, PDG de Merck and Co (USA), Lars Fruergaard Jorgensen du laboratoire Navo Nordisk (Danemark), Pascal Soriot PDG de AstraZeneca (GB/Suède), Christophe Weber le directeur français de Tadeka (Japon)... La réunion est présidée par une vieille connaissance, Serge Weinberg, Président du Conseil d'Administration de Sanofi. Ce personnage s'est particulièrement illustré par son intransigeance dans le cadre du scandale de la Dépakine, cet anti épileptique produit par Sanofi qui, administré aux femmes enceintes, engendre des enfants mentalement handicapés. Selon un rapport de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) du 22/6/2018, entre 16.600 et 30.400 enfants exposés à la Dépakine avant la naissance seraient atteints de troubles du comportement. Mais le pire c'est que tout porte à croire que Sanofi connaissait les effets délétères de la Dépakine depuis au moins le milieu des années 80 grâce à un rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS).([[2] Voir l'excellent article du magazine Capital du 22/10/2018.)) Pourtant l'affaire de la Dépakine ne s'arrête pas ici. Le lundi 9 juillet 2018 l'association France Nature Environnement publiait une étude montrant que l'usine Sanofi de Mourenx dans les Pyrénées Atlantiques (qui fabrique notamment la Dépakine) procédait régulièrement et depuis plusieurs dizaines d'années à des rejets toxiques dans l'atmosphère dépassant... 90.000 à 190.000 fois, suivant les cas, les normes admises. À la suite de ces révélations l'usine a été fermée pendant deux mois, le temps pour Sanofi de procéder à « quelques ajustements ». Puis la production a repris, « business as usual ». France Nature Environnement a déposé une plainte qui, comme d'habitude, n'est pas suspensive... Il est vrai que l'année précédente (le 7/10/2017) Christophe Castaner avait déclaré lors d'une visite du site de Sanofi à Sisteron « On ne doit pas critiquer des entreprises qui réussissent comme Sanofi » et Édouard Philippe avait renchéri (le 17/10/2017) devant l'Assemblée Nationale à propos de Sanofi : « Il ne faut pas dénigrer une entreprise française qui fonctionne bien ». Le cynisme, allié à la bêtise, de ces deux perroquets atteint ici des sommets. Il faut ajouter aussi que Serge Weinberg doit se penser intouchable, lui qui est un ami proche d'Emmanuel Macron, lui qui a largement contribué à son élection. En effet les deux hommes se sont rencontrés dans le cadre de la « Commission Attali pour la libération de la croissance » mise en place par Nicolas Sarkozy et ont rapidement sympathisé. Serge Weinberg était alors Président du Conseil d'Administration du groupe Accor et PDG du fond d'Investissement Weinberg Capital Partner et Emmanuel Macron, Inspecteur des Finances et Rapporteur général adjoint de la Commission. Par la suite Weinberg introduira Macron dans la Banque Rothschild et le soutiendra pendant toute la campagne électorale. Selon le député de la France Insoumise François Ruffin, lors de la réception donnée à l'Élysées à la suite de son élection, Macron fendra la foule de manière très remarquée pour donner l'accolade à son ami Serge...

Il n'est guère étonnant dans ces conditions qu'Emmanuel Macron « soigne les industriels du médicament » comme le déclare France-Info du 10/7/2018.([[3] Remarquons que suivant Le Canard Enchaîné du 7/6/2017 et Wikipédia, l'actuelle Ministre de la santé, Agnès Buzyn, a tissé tout au long de sa carrière dans des organismes publics des liens très étroits avec plusieurs grands laboratoires pharmaceutiques, ce qui a donné lieu à de

multiples conflits d'intérêts. Agnès Buzyn a notamment effectué de nombreuses missions rémunérées pour Novartis, Bristol-Myers Squibb et, entre 1998 et 2011, le laboratoire Genzyme, filiale étasunienne de... Sanofi !)) En fait, selon RFI, la date de la réunion ne doit rien au hasard, elle permet aux membres du Dolder Club de participer au Conseil Stratégique des Industries de Santé (CSIS) qui s'est tenu le 10 juillet à l'Hôtel Matignon sous l'égide du Premier Ministre. Cette rencontre, qui se déroule tous les deux ans depuis 2004, est sensée établir un dialogue qui peut apparaître utile entre l'État et l'industrie pharmaceutique. Cependant, au fil des années, le CSIS s'est transformé en opération de lobbying permettant aux grands groupes pharmaceutiques de présenter, on pourrait même dire imposer, leurs revendications. Et ces revendications sont nombreuses.

À l'issue de la réunion, Édouard Philippe a annoncé deux mesures phares auxquelles l'industrie pharmaceutique est très attachée :

- La réduction à 180 jours des autorisations de mise sur le marché des nouveaux produits, au lieu de 300 jours actuellement. Ceci en dépit des multiples scandales qui secouent actuellement le secteur pharmaceutique : Médiator, Lévothyrox, Dépakine, implants mammaires...
- Un nouveau système de régulation du prix des médicaments : une garantie minimale annuelle de 0,5% de croissance du chiffre d'affaire pendant les trois ans à venir, garantie pouvant aller jusqu'à 3% pour les médicaments dits "innovants". Mais qui décidera qu'une molécule est réellement innovante ? Mais comment est-il possible qu'une entreprise privée puisse se voir offrir par la collectivité une garantie de croissance ?

Parmi les revendications que les laboratoires espèrent pouvoir faire aboutir dans un futur rapproché on citera notamment l'obligation de la vaccination contre la grippe pour les plus de 65 ans (tout comme les fournisseurs d'eau, l'industrie pharmaceutique adore les consommateurs captifs), le déremboursement, voire, dans certains cas, l'interdiction des médecines alternatives : homéopathie, utilisation des huiles essentielles...

Le marché mondial du médicament avoisine les 830 milliards d'euros annuels, ce qui donne à ses acteurs une formidable force de frappe.

On peut considérer qu'aujourd'hui l'industrie du médicament est hors de tout contrôle, qu'elle impose sa loi aux États ainsi qu'aux instances internationales comme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) par une généralisation de la corruption et du conflit d'intérêts. Il s'agit là d'une atteinte supplémentaire à nos processus démocratiques.

Ajoutons qu'il m'a été impossible de connaître le lieu et la date de la prochaine réunion du Dolder Club en 2019.

Ainsi une fois de plus notre avenir collectif se décide dans des instances illégitimes, dans la plus parfaite clandestinité, dans l'indifférence générale...

Note de la rédaction :

Nous aurions aimé, par une photo, faire admirer à nos lecteurs cet hôtel absolument extraordinaire. Il aurait fallu pour cela payer à cet hôtel des droits d'auteur, ce dont nous pensons qu'il n'a pas besoin.

Mais sur internet, à l'adresse : [The Dodler Grand](#), vous pouvez admirer l'hôtel et son site par une foule de très belles photos... et même retenir une chambre pour vos vacances, (entre 600 et 900 € la nuit).
